



RÉSEAU  
parlementaire de lutte contre le VIH/sida,  
la tuberculose et le paludisme

**Projet de Compte-rendu de la Réunion du Réseau  
parlementaire de lutte contre le VIH/sida,  
la tuberculose et le paludisme de l'APF  
Rabat (Maroc), 21 et 22 novembre 2017**

**LOMÉ (TOGO)**

**2 et 4 octobre 2018**



## Compte-rendu de la réunion

(Présidence de M. Didier Berberat

(Conseiller aux États, Suisse)

Président de la commission

\* \* \*

La XV<sup>e</sup> réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme s'est tenue à Rabat (Maroc), les 21 et 22 novembre 2017, sous la présidence de M. Didier Berberat (Conseiller aux États, Suisse).

Plus de 50 personnes ont participé aux travaux. Des délégations des sections suivantes étaient présentes : Albanie, Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, Bénin, Cameroun, Canada, France, Luxembourg, Maroc, Niger, Québec, République Centrafricaine, Suisse, Togo. De plus, les organisations suivantes étaient représentées : Conseil national de l'Association de lutte contre le sida du Maroc, Action Santé Mondiale, Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, PNUD, ONUSIDA et des représentants de la société civile du Maroc.

### 1. Ouverture de la réunion

Le Président Berberat remercie vivement le Président de la Chambre des Représentants, M. Habib El Malki et le Président de la Chambre des Conseillers, M. Abdelhakim Benchamach pour leur invitation à recevoir la réunion du Réseau. M. Berberat tient également à remercier le Vice-président de la Chambre des Représentants, M. Rachid El Abdi, le Vice-président de la Chambre des Conseillers, M. Ahmed Touizi et tous les parlementaires marocains pour leur participation aux travaux de cette instance de l'APF. Finalement, il souligne l'accueil, l'hospitalité et les excellentes installations mises à la disposition par les services du Parlement marocain.

Le Président Berberat profite de la cérémonie d'ouverture pour remettre aux Vice-présidents El Abdi et Touizi le livre souvenir du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'APF.

## 2. Adoption de l'ordre du jour

Le Président présente l'ordre du jour et demande son adoption.

*L'ordre du jour est adopté.*

L'ordre du jour est le suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du compte rendu de la dernière réunion du Réseau (Ouagadougou, octobre 2016)
4. Rapport d'activités du Réseau depuis la dernière réunion – Dr. Etienne Baritse (député, Togo), rapporteur
5. Tour de table – Brèves communications des coordonnatrices et des coordonnateurs des réseaux des sections sur l'état des lieux sur le plan national en ce qui concerne la lutte des parlementaires contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. (\*)
6. État des lieux sur les objectifs 90 90 90 et initiative 2 millions d'agents de santé communautaires en Afrique – Dr. Kamal Alami, Directeur de l'ONUSIDA au Maroc
7. Rôle de la société civile dans la lutte contre le sida : exemple de l'Association de lutte contre le sida du Maroc - Dr. Fatiha Rhoufrani, membre du conseil national de l'Association de lutte contre le sida du Maroc et Présidente de la section de Rabat
8. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : Résultats 2017 et perspectives dans les pays francophones – Charlotte Diez-Bento, Spécialiste Relations Extérieures et Partenariats
9. Lutte contre la tuberculose, quel rôle pour les parlementaires francophones ? – Échange avec un panel composé de parlementaires, de représentants du Fonds mondial et de la société civile - modératrice : Mme Claire Baudot (Action Santé Mondiale)
10. VIH, tuberculose et Droits humains : Populations clés et criminalisation de la transmission du VIH – M. Christian Tshimbalanga Mwata, consultant international VIH et droits humains, Bureau Régional du PNUD d'Addis-Abeba
11. Divers
12. Prochaine réunion

(\*) les sections qui ne seront pas représentées à la réunion sont invitées à faire parvenir à l'avance leur contribution sur ce point au Secrétariat de l'APF

Le Président demande aux membres du Réseau la souplesse nécessaire afin de modifier, au besoin, l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour seront abordés afin de mieux utiliser le temps disponible.

### **3. Adoption du compte rendu de la dernière réunion du Réseau (Ouagadougou, octobre 2016)**

Le compte rendu de la XIVe réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme qui s'est tenue à Ouagadougou (Burkina Faso), les 2 et 3 octobre 2016 a été distribué en amont.

*Le rapport est adopté, tel que présenté.*

*Le rapport est disponible sur le site de l'APF.*

### **4. Rapport d'activités du Réseau depuis la dernière réunion – Dr. Etienne Baritse (député, Togo), rapporteur**

Le rapporteur de la CECAC sur les questions relatives au VIH/sida, tuberculose et paludisme, le Dr. Etienne Baritse, livre son rapport sur les activités du Réseau depuis la dernière réunion tenue à Ouagadougou en octobre 2016.

*Le rapport est adopté, tel que présenté.*

*Le rapport du Dr. Baritse est disponible sur le site de l'APF.*

### **5. Tour de table – Brèves communications des coordonnatrices et des coordonnateurs des réseaux des sections sur l'état des lieux sur le plan national en ce qui concerne la lutte des parlementaires contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme**

Les sections suivantes ont fait une présentation sur leur situation nationale en ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme :

- Québec (M. Bergeron);
- France (M. Serville);
- Niger (Mme Barka);
- Canada (M. Forest);
- Togo (M. Baritse);
- Bénin (M. Houndété);
- Suisse (M. Levrat);
- Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles (M. Destexhe);
- Cameroun (M. Ngayap);
- Luxembourg (Mme Brasseur);

- Maroc (M. Ben Jelloun);
- Albanie (Mesdames Ermonela et Vasilika)

La section centrafricaine a déposé une contribution écrite.

*Les contributions des sections, lorsque qu'elles sont disponibles, peuvent être consultées sur le site de l'APF.*

## **6. État des lieux sur les objectifs 90 90 90 et initiative 2 millions d'agents de santé communautaires en Afrique – Dr. Kamal Alami, Directeur de l'ONUSIDA au Maroc**

Le Dr. Alami présente d'abord les statistiques mondiales sur le VIH. Il explique ensuite la signification des objectifs 90-90-90. Il mentionne qu'il s'agit dans un premier temps de faire en sorte que 90% de toutes les personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut VIH. Dans un deuxième temps, l'ONUSIDA veut s'assurer que 90% de toutes les personnes diagnostiquées avec le VIH reçoivent un traitement antirétroviral et, finalement, 90% de toutes les personnes sous traitement aient une suppression virale. À ce jour, les résultats indiquent qu'on en est respectivement à 70-77-82. Afin d'atteindre ses objectifs de 90-90-90, l'ONUSIDA met aussi de l'avant son programme de création de 2 millions de postes d'agents de santé communautaires en Afrique.

Le Dr. Alami présente une foule de données relatives aux traitements du sida en fonction des régions du monde et des populations clés. Ces données se retrouvent dans sa présentation disponible sur le site de l'APF.

Il poursuit en élaborant sur les différents axes d'interventions privilégiés par l'ONUSIDA. À titre d'exemple, il mentionne qu'il faut promouvoir l'augmentation des capacités de prestation de services. Il faut également renforcer les systèmes de santé, les modèles de soins innovants et l'augmentation du nombre de professionnels de la santé et communautaires.

Il termine en soulignant que l'atteinte des objectifs ne se fera pas uniquement par une approche médicalisée. Il faut un effort commun des médecins, des agents communautaires, des gouvernements et de tous les intervenants.

Un échange s'ensuit avec les parlementaires.

Le sénateur Ngayap du Cameroun se réjouit de la connaissance approfondie du Dr. Alami au sujet de la lutte contre le sida. Il souligne qu'il faut déterminer les priorités qui doivent être prises en compte par les Chefs d'État.

M. le député Nali de Centrafrique mentionne que son pays est l'un des plus touchés par l'épidémie de sida. Il se dit ainsi d'autant plus intéressé par cette présentation. Il s'inquiète à savoir si son pays pourra atteindre les objectifs de l'ONUSIDA. Il se réjouit qu'il y ait un fonds d'urgence et souhaite que son pays y ait accès. Le Dr. Alami souligne qu'il y a eu de bons progrès en Centrafrique. Il y avait beaucoup à faire et il y a eu des avancées importantes.

*La présentation du Dr. Alami est disponible sur le site de l'APF.*

## **7. Rôle de la société civile dans la lutte contre le sida : exemple de l'Association de lutte contre le sida du Maroc - Dr. Fatiha Rhoufrani, membre du conseil national de l'Association de lutte contre le sida du Maroc et Présidente de la section de Rabat**

Le Dr. Fatiha Rhoufrani présente d'abord l'Association de lutte contre le sida du Maroc (ALCS). Elle définit ensuite les activités de l'ALCS dont un centre d'information anonyme et gratuit.

Dr. Rhoufrani explique que l'ALCS renforce l'accès aux diagnostics et aux traitements des infections sexuellement transmises à travers la stratégie de cliniques mobiles au profit des populations clés et des routiers, qui constituent la principale population passerelle entre les groupes les plus exposés au risque et la population générale. L'ALCS a développé des programmes de prévention ciblant les populations les plus marginalisées qui sont à l'origine de 60% des nouvelles infections au Maroc.

L'ALCS fait également de la prévention auprès du grand public notamment en animant des conférences, des débats, des ateliers et des projections de films dans les collèges, lycées, écoles supérieures et facultés, ainsi que la participation à des émissions de télévision et de radio.

Le Dr. Rhoufrani souligne que son organisation plaide au plan national et international pour le respect des droits des personnes atteintes, conformément aux recommandations de l'OMS. Elle mentionne que la criminalisation et la stigmatisation des populations clés constituent de graves entraves à la prévention de l'infection au VIH. Elle affirme clairement que la lutte contre le sida et le combat pour les droits humains sont intimement liés. L'ALCS a agi ce sujet, entre autre, en créant une coalition avec les différents défenseurs de droits pour une meilleure riposte au VIH/sida, pour agir sur les lois, les politiques, les normes sociales et l'environnement.

La présentation Power Point du Dr. Rhoufrani fournit plus de détails sur les actions de l'ALCS. La présentation est disponible sur le site de l'APF.

Un échange s'ensuit avec les parlementaires.

Le sénateur Ngayap du Cameroun demande au Dr. Rhoufrani si la mise en place de centres de diagnostic incite les gens à s'y rendre pour se faire diagnostiquer. Est-ce que les gens qui se rendent à ces centres craignent de se faire stigmatiser?

Le Dr. Rhoufrani explique que les campagnes de sensibilisation ont permis de faire valoir les avantages du dépistage. L'ALCS a su créer un climat de confiance et de confidentialité qui fait en sorte que la stigmatisation n'est pas un facteur qui freine les gens à se rendre à ces centres.

## **8. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : Résultats 2017 et perspectives dans les pays francophones – Charlotte Diez-Bento, Spécialiste Relations Extérieures et Partenariats**

Madame Diez-Bento débute sa présentation en démontrant, chiffres à l'appui, les ravages que font encore aujourd'hui le sida, la tuberculose et le paludisme.

Elle présente ensuite la distribution des ressources du Fonds mondial en matière de lutte contre les trois maladies. Madame Diez-bento souligne que le Fonds mondial contribue à hauteur de 65% du financement international de la lutte contre la tuberculose, 50% pour la lutte au paludisme et de 20% pour la lutte contre le sida.

En guise de résultats, Madame Diez-Bento mentionne que 11 millions de personnes ont été mises sous traitements antirétroviraux. 17 millions de personnes ont été diagnostiquées et traitées contre la tuberculose et 800 millions de moustiquaires ont été distribuées un peu partout dans le monde pour protéger les familles contre le paludisme.

La plan stratégique du Fonds mondial prend appui sur 4 axes : optimiser l'impact sur les 3 maladies; investir davantage sur le renforcement des systèmes de santé; lutter contre les barrières d'accès aux services de santé; la mobilisation des ressources.

Madame Diez-Bento informe les membres du Réseau que la conférence de reconstitution des ressources a eu lieu à Montréal en septembre 2016. Près de 13 milliards de dollars américains ont été recueillis.

Un échange s'ensuit avec les parlementaires.

Le sénateur Levrat de Suisse se demande pourquoi dans une des diapositives présentées, les décès sont à la hausse. Madame Diez-bento mentionne que dans certaines circonstances, les estimations d'augmentation des naissances entraînent une augmentation des décès.

Le sénateur Ngayap du Cameroun témoigne de l'importance de l'intervention et de l'implication du Fonds mondial. Il poursuit en demandant combien d'argent se rend directement aux malades en pourcentage des fonds versés. Madame Diez-Bento mentionne que les services sont fournis directement aux patients. Elle souligne qu'il est important d'avoir des systèmes de santé solides qui eux fournissent les services aux patients.

Le député Ben Jelloun du Maroc demande si le Fonds mondial a une politique d'achat des médicaments. Madame Diez-bento mentionne que le Fonds a une politique d'achats groupés. Depuis quelques années, cette politique est renforcée par une négociation plus étroite avec les compagnies pharmaceutiques afin de réduire les prix. À titre d'exemple, entre 2013 et 2016, cette réduction de prix a permis d'acheter 58 millions de moustiquaires supplémentaires. De plus, une plateforme d'achats en ligne groupés a été mise à la disposition des pays pour obtenir de meilleurs prix.



*La présentation de Madame Diez-Bento fournit plus de détails sur les actions et les interventions du Fonds mondial. La présentation est disponible sur le site de l'APF.*

**9. Lutte contre la tuberculose, quel rôle pour les parlementaires francophones ? – Échange avec un panel composé de parlementaires, de représentants du Fonds mondial et de la société civile - modératrice : Mme Claire Baudot (Action Santé Mondiale)**

Madame Claire Baudot fait une présentation. Cette présentation est disponible sur le site internet de l'APF.

La représentante du Fonds mondial, Madame Charlotte Diez-Bento, souligne que son organisation a investi plus de 7 milliard de dollars depuis le début de son implication. Cette intervention du Fonds résulte en une baisse de 35% des cas de tuberculose, soit 17 millions de personnes dans les pays francophones.

Madame El-Awad d'une organisation communautaire marocaine témoigne de son travail auprès des personnes atteintes de tuberculose. Elle explique les difficultés personnelles et professionnelles des malades. Ces personnes vivent souvent dans la pauvreté, ils abandonnent régulièrement les traitements étant donné les effets secondaires, vivent la stigmatisation de leur entourage, etc. Elle souligne qu'il faut une réponse médicale mais également une réponse sociale.

Le Président Berberat souligne que les modes de transmission du sida, du paludisme et de la tuberculose sont très différents. Il en découle souvent une stigmatisation. Il demande à Madame El-Awad comment bien informer les gens à ce sujet. Madame El-Awad mentionne que ça passe par une intervention directe auprès des patients et de leur famille.

Le sénateur Ngayap du Cameroun mentionne qu'en 2015 la tuberculose est devenue la première maladie infectieuse au monde. Il explique que les patients atteints du sida meurent souvent de la tuberculose. Ainsi, si on guérit la tuberculose, on élimine la moitié des décès dû au sida.

Le sénateur Ngayap informe les membres de la nature du travail du Global TB Caucus. Il s'agit d'un regroupement de parlementaires qui joignent leurs efforts pour lutter contre la tuberculose. Il souhaite que les parlements francophones s'allient au Global TB Caucus.

Monsieur Gabriel Serville (député, France) représente la Guyane française. Il mentionne que la Guyane est l'une des régions françaises la plus touchées par le sida, la tuberculose et le paludisme.

Monsieur Serville explique la teneur de ses démarches et ses interventions faites auprès d'instances internationales de son gouvernement afin de les mobiliser à la lutte contre la tuberculose.

Madame Claire Baudot conclut en soulignant que son organisation, Action Santé Mondiale, peut aider les parlementaires à créer un réseau national du TB Caucus.

#### **10. VIH, tuberculose et Droits humains : Populations clés et criminalisation de la transmission du VIH – M. Christian Tshimbalanga Mwata, consultant international VIH et droits humains, Bureau Régional du PNUD d'Addis-Abeba**

M. Tshimbalanga fait une présentation. Cette présentation est disponible sur le site internet de l'APF.

Un échange s'ensuit avec les parlementaires.

Le sénateur Ngayap du Cameroun souligne que c'est un rappel utile de dire que les personnes atteintes du sida ont les mêmes droits que tous les citoyens.

Madame la députée Brasseur du Luxembourg souligne que les droits humains ne sont jamais acquis. Il faut constamment se battre pour les conserver et les faire rayonner. Elle mentionne qu'au Luxembourg jusqu'en 1972 la femme était considérée mineure.

Madame Brasseur informe les membres du Réseau que le Conseil de l'Europe traite présentement de la question de la Charia et les droits humains. Monsieur le député Touizi mentionne que la compatibilité entre les droits humains et la Charia se trouve au niveau de la succession. La Charia confère à l'homme une priorité en matière de succession.

Le Dr. Alami souligne que l'ONUSIDA accorde une grande importance à la lutte contre la discrimination et, plus particulièrement, la discrimination dans l'accès aux soins de santé.

#### **11. Divers**

##### **Motion de remerciements**

Les membres du Réseau adoptent une motion de remerciements (voir annexe A pour le texte de la motion)

Le sénateur Forest du Canada invite les membres du Réseau à participer à la Session de l'APF qui aura lieu à Québec en juillet prochain.

#### **12. Prochaine réunion**

Le Président Berberat mentionne que la réunion du Réseau devrait avoir lieu à l'automne 2018. La date et le lieu restent à déterminer. Il souligne que 2 pistes sont présentement explorées soient la Guyane française et le Togo.

Le Président Berberat déclare clos les travaux de la XV<sup>e</sup> réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme de l'APF.

La séance est levée.

## ANNEXE A

### Motion de remerciements à la Section marocaine de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Rabat, Maroc, 21 et 22 novembre 2017

*Le Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réuni à Rabat, les 21 et 22 novembre 2017, à l'invitation de la Section marocaine :*

**SALUE** avec reconnaissance l'accueil chaleureux et l'hospitalité réservée aux membres du Réseau par les Présidents de la Chambre des Représentants et la Chambre des Conseillers, ainsi que par la section marocaine de l'APF ;

**SE FELICITE** de la parfaite préparation et de l'excellente organisation des travaux ;

**REMERCIÉ** vivement les Présidents EL Malki et Benchamach, ainsi que leurs collaboratrices et collaborateurs ;

**EXPRIME** sa plus haute considération aux autorités du Maroc et ses vœux les plus amicaux au peuple marocain.